



BB/VG/PR
SG/13-50



→ DARE

Montreuil, le 30 juillet 2013

→ CG, AKB, SD

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE
Direction de l'accès aux réseaux électriques
15, rue Pasquier
75379 PARIS cedex 08

Objet : **Retour consultation**

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-jointe la contribution de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie CGT à votre consultation publique du 09 juillet 2013 sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

La Secrétaire Générale,
Virginie GENSEL-IMBRECHT



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 09 juillet 2013 sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité

Contribution de la FNME-CGT

La CGT considère que les deux méthodes proposées pour déterminer la rémunération du distributeur sont sous-tendues par une même logique libérale et de marché. Elles visent à créer les conditions d'une rentabilité suffisante du distributeur pour inciter les actionnaires à investir.

La CGT ne partage pas cette vision et estime qu'une réflexion plus globale doit être menée sur la distribution d'électricité, ses objectifs, son organisation et ses moyens ainsi que sur sa rémunération : en ce sens, la consultation sur TURPE 4 nous semble insatisfaisante d'autant que l'essentiel du questionnement de la CRE porte sur les charges de capital.

Définir aujourd'hui une méthode nouvelle pour déterminer les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité avant de connaître les éventuelles évolutions du secteur suite au débat sur la transition énergétique nous semble un exercice périlleux, en tout cas susceptible d'être rapidement remis en cause.

C'est pourquoi la CGT souhaite que le cadre actuel régissant l'organisation de la distribution soit renforcé et stabilisé.

La CGT propose qu'une réflexion s'ouvre pour l'élaboration d'une méthode alternative de fixation des tarifs basée sur une couverture des coûts complets (comprenant les besoins d'investissements) et sur un objectif d'équilibre financier de long terme d'un distributeur centré sur ses missions de service public.

↳ Questions 1, 2 et 3 : sur les besoins d'investissement du distributeur

La CGT partage globalement l'analyse de la CRE et estime le niveau d'investissement réalisé par ERDF depuis 2010 en cohérence avec le projet industriel d'ERDF, et en particulier avec un retour à un niveau de qualité de fourniture de meilleur niveau.

Pour autant, augmenter ce niveau annuel nous semble difficile au vu du dimensionnement de l'entreprise, ses moyens, et à l'impossibilité d'un recours accru aux prestations externes.

En effet, la question de l'investissement ne saurait se résumer à un niveau financier : derrière cette notion, il y a des travaux et donc des salariés pour les réaliser... Sans parler des contraintes administratives, politiques et techniques inhérentes à toute activité industrielle s'exerçant sur le domaine public.

Augmenter le niveau actuel des investissements reviendrait de fait à augmenter la part dévolue à la sous-traitance, ce qui n'est pas souhaitable.

En effet, ERDF a fait depuis 2010 le choix politique inverse de réinternaliser un certain nombre d'activité.

Ce choix est justifié par la technicité d'activités maîtrisées seulement en interne, et par les coûts (supérieurs aux réalisations internes) et les défauts de qualité constatés lors du recours à l'externe.

Pour rappel, les premiers effets de cette politique sont positifs puisque ERDF a amélioré ses résultats depuis 2010.

Une autre solution serait de redimensionner significativement à la hausse les effectifs et les moyens d'ERDF mais cela générerait un coût difficilement supportable par la collectivité.

Il nous semble donc que l'enjeu le plus important aujourd'hui est celui de la constance de l'effort d'investissement sur le long terme et d'éviter les « à coups » : pour favoriser la planification des travaux de maintenance et de renouvellement, pour assurer le maintien et la gestion des compétences.

Si le retour à un niveau d'investissements proche de 3 milliards/ an a permis à ERDF de revenir à une qualité de fourniture d'un meilleur niveau et d'un bon niveau par rapport aux autres gestionnaires européens, un pallier quantitatif nous semble donc atteint.

Une nouvelle progression de la qualité de fourniture nous semble maintenant relever des choix où porter les efforts.

Par exemple, accentuer l'effort sur les réseaux HTA nous semble un choix judicieux de nature à améliorer la qualité de fourniture.

Pour la CGT, l'introduction de nouvelles technologies et la volonté d'un meilleur pilotage des réseaux ne doivent pas contrarier les travaux de maintenance et de renouvellement du réseau... Un réseau qui reste la base de la qualité de fourniture.

La CGT s'inquiète en particulier de l'incertitude persistante autour du déploiement du compteur communicant Linky et de son financement.

La CGT considère que cette question ne peut être l'occasion de déclarations unilatérales et qu'elle devra faire l'objet d'une consultation de la part de la CRE .

Cette question du maintien du niveau annuel actuel d'investissement entraîne nécessairement un besoin de clarification des relations entre ERDF et sa maison mère : les attentes de cette dernière en terme de versement de dividendes ou de participation de sa filiale à son plan d'économies « SPARK » viennent manifestement obérer la capacité du distributeur à assurer ses missions et investissements.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'affichage par ERDF d'une limitation de l'évolution de ses dépenses contrôlables à 1,5% par an.

En effet, au-delà du niveau de 1,5%, se pose la question du « comment et où » va se faire cette limitation.

La CGT considère qu'il n'est pas possible de faire peser cet effort sur les salariés.

En effet, ERDF elle-même pointe du doigt la question du renouvellement des compétences comme une priorité.

Cet enjeu va peser fortement sur la capacité pour ERDF d'assurer le maintien de la qualité de ses prestations et de poursuivre son développement.

Il semble difficile également de mettre une pression supplémentaire sur les sous-traitants et prestataires.

Sur ces deux points, la recherche de gains de productivité de court terme seraient contradictoires avec la réalisation des objectifs industriels d'ERDF et se transformeraient à terme en coûts : pour preuve les conséquences de la politique d'ERDF antérieure à 2010.

Si l'utilisation optimale des ressources allouées au distributeur reste une question pertinente, la solution peut sans doute passer par le développement du distributeur, une création de valeur accrue.

On peut citer le rôle accru du distributeur dans le pilotage du réseau, dans l'organisation et le fonctionnement des nouveaux marchés de capacités et d'effacements, ou encore le développement des véhicules électriques et smart-grids.

Pour autant, ces nouvelles activités et/ou prestations posent la question de l'intervention d'ERDF sur le domaine non régulé : il doit le faire d'une façon neutre vis-à-vis de l'ensemble des acteurs du secteur, mais sa compétence et la place centrale qu'il occupe au plus près de l'ensemble des usagers ne peuvent être ignorés quitte à introduire des évolutions nécessaires du statut du distributeur. Maintenir ERDF à l'écart au motif de la séparation absolue avec les distributeurs reviendrait à pérenniser les gâchis observés depuis plus d'une dizaine d'années

Préambule aux questions 4 à 15 sur les méthodes proposées par ERDF et la CRE

Il n'est pas du ressort de la CGT de prendre parti pour l'une ou l'autre des méthodes proposées dont nous constatons déjà que la résultante est relativement proche. Chacune présentant des avantages et inconvénients, la CGT se contentera donc de quelques remarques.

La CGT tient tout d'abord à rappeler que la justification de ces méthodes, c'est-à-dire la logique intrinsèque qui sous-tend leur élaboration, ne nous satisfait pas : en effet, ERDF et la CRE se placent dans une logique de rentabilité du distributeur pour répondre aux attentes d'éventuels prêteurs et à des actionnaires.

La CGT préconise une méthode alternative basée sur la couverture des coûts complets supportés par le distributeur pour remplir ses missions de service public : il s'agit donc d'une recherche d'un équilibre et non de dégager des marges qui seront captées par des tiers au détriment du coût supporté par les usagers.

Quant à rassurer les prêteurs, rappelons qu'ERDF réussit aujourd'hui à mener son activité et à assurer ses investissements sans recours à l'emprunt.

Si cette option devait être étudiée, au-delà de son coût, la CGT rappelle que la meilleure garantie du distributeur reste son statut de monopole de service public : conforter le cadre législatif actuel associé à une rémunération « juste » et stable deviennent donc des préalables suffisants.

Questions 4 à 9 : remarques sur le modèle proposé par ERDF

Cette méthode présente selon nous comme principal avantage de considérer le coût économique du distributeur, donc de « coller » à sa réalité industrielle plutôt qu'à des normes comptables.

Elle semble assurer une stabilité et lisibilité pour les différents acteurs, mais nécessite une adaptation juridique.

↳ **Questions 10 à 15 : remarques sur le modèle proposé par la CRE**

Le niveau de rémunération présente peu de différence avec la méthode ERDF, et assure un niveau acceptable au regard des besoins exprimés par le distributeur.

Par contre, cette méthode conduit à un changement structurel des tarifs contradictoire avec la recherche d'une plus grande stabilité en la matière.

En ce sens, la CRE nous semble aller plus loin que les attendus du Conseil d'Etat annulant TURPE 3. Comme pour ERDF, cette méthode nécessite une modification juridique.

La CGT est critique sur l'incitation à financer les investissements à hauteur de 4% sur les capitaux propres du distributeur : on peut y voir une volonté de confier tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage aux autorités concédantes.

La CGT y voit un risque pour le distributeur de perdre des activités apportant une réelle plus-value industrielle activités que les autorités concédantes ne sont pas en mesure de maîtriser elles mêmes, ce qui fait que cette plus value serait perdue.

De la même manière la CGT constate que les investissements passés ne seraient rémunérés qu'à hauteur de 2,5%, ce qui nous semble un décalage trop important et non justifié avec la rémunération de 7,25% des investissements à venir

Pour en terminer, la CGT estime la notion de « marge raisonnable » trop subjective et sujette à interprétation.

C'est d'ailleurs une constante dans les deux méthodes et dans l'ensemble de la consultation : l'accumulation de chiffres et le haut niveau de détails présentés ne sauraient masquer l'absence de données réellement objectives, et pouvant être considérées comme certaines.

Il serait en outre utile que la CRE fournisse l'origine des données présentées.

↳ **Question 16 : remarque sur les évolutions tarifaires proposées**

La CRE suggère une augmentation en 2014 de 7,4% à 8,9% selon le scénario retenu.

Même si le CRPC 2013 doit venir en déduction de cette hausse, la CGT considère que le niveau proposé pose question en terme d'acceptabilité des clients dans la période actuelle, en particulier pour les clients déjà en situation fragile et/ou utilisant

le chauffage électrique de manière contrainte (exemple des logements collectifs ou du parc locatif).

Il nous semble qu'une réflexion doit être menée plus avant sur ce sujet, prenant en compte certes la nécessité d'assurer des moyens suffisants au distributeur mais aussi la nécessaire modération des hausses de tarifs pour les usagers.

Dans ce cadre, la question de l'utilisation des marges dégagées par le distributeur doit également être centrale, en y incluant les dividendes remontés à la maison mère comme l'éventuel recours à l'emprunt : il serait inadmissible que le recours à l'emprunt vienne de facto assurer le financement des dividendes (voir les problèmes existant de ce fait à GDF-SUEZ) même s'il permet en principe de différer et lisser le règlement de programmes de travaux urgents et/ou à forts enjeux, à condition de s'assurer de l'efficacité des actions réalisées par ce biais.

Si des gains de productivité peuvent toujours être envisagés par une optimisation de l'utilisation des ressources, des choix d'organisation, l'introduction de nouveaux outils et technologies, etc... Il ressort que de nouveaux efforts ne sauraient être envisagés une fois de plus sur les charges de personnel et les achats.

En effet, d'une part ERDF est confrontée à un enjeu majeur de renouvellement des compétences dans un contexte de hausse de technicité de ses métiers, d'une autre l'effort sur la réduction des coûts de la sous-traitance a atteint ses limites.

En tout état de cause, l'évolution du tarif à court terme retenue devra être lissée sur 2014 voire sur une période plus longue pour éviter une hausse brutale.

Question 17 : synchronisation des mouvements tarifaires des tarifs de transport et de distribution d'électricité

La CGT est favorable à cette synchronisation annuelle en août pour faire coïncider les dates des mouvements tarifaires de transport et de distribution.

La CGT s'interroge sur le bien fondé de maintenir des méthodes dissemblables de fixation des tarifs de transport et de distribution, quand bien même les tarifs du transport n'ont pas fait l'objet de recours juridiques.

La CGT fait remarquer que sa proposition alternative aurait le mérite de pouvoir s'appliquer sans distinction au transport et à la distribution.

Si l'option de la synchronisation des mouvements tarifaires est retenue, il nous semble néanmoins qu'une première mise à niveau pour la distribution devrait être réalisée début 2014 pour prendre en compte les effets de l'annulation de TURPE 3 et le report de l'application de TURPE 4.

Cette première mise à niveau permettrait en outre de lisser la hausse éventuelle du tarif pour 2014.

Question 18 : sur les évolutions de grilles tarifaires proposées

La CRE revient sur un sujet qui faisait l'objet de sa 3^{ème} consultation et qui nous semblait ne pas devoir faire l'objet de nouvelles modifications.

La CGT rappelle son opposition aux orientations définies par le Ministre de l'énergie dans sa lettre du 10 octobre 2012 visant à la mise en place de tarifs variables au sein de la journée pour les usagers qui ont fait le choix du chauffage électrique afin de mieux lisser les pointes journalières.

La CGT s'insurge contre la mise en œuvre d'une économie énergétique qui serait basée sur la gestion de la pénurie : la CGT attend plutôt une réflexion sur les moyens de production nouveaux à construire pour satisfaire aux besoins.

Cette démarche n'est en rien contradictoire avec une recherche d'efficacité d'utilisation ou de sobriété et la mise en place de politiques associées pertinentes.

La CGT insiste sur les conséquences de ce choix : il va pénaliser les usagers contraints à l'utilisation du chauffage électrique (collectif, marché locatif) et qui ne peuvent modifier leurs habitudes de consommation ou les conditions de celle-ci pour des motifs économiques.

Bien entendu, cette décision pèsera sur les ménages les plus fragiles et sera sensible sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des utilisateurs, l'évolution en cours du soutien aux plus démunis n'étant visiblement pas à l'échelle de ce choix tarifaire.

Plus généralement, la CGT s'oppose à l'utilisation du seul signal prix pour arriver à modérer les consommations.

Si ce choix devait malgré tout être retenu, et considérant qu'il touchera environ 4 millions d'usagers, la CGT souhaite une information de l'ensemble des foyers concernés et l'instauration de mesures transitoires et progressives.